



FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2023



# Roumanie



## Points essentiels:

- La Roumanie est notre 1<sup>er</sup> partenaire commercial en Europe du Sud Est. En 2022 nos échanges de marchandises totalisaient 2.75 mia CHF et nos échanges de services 775 mio CHF.
- En 2021, la Suisse était le 7<sup>ème</sup> investisseur étranger en Roumanie en 2021, avec un montant de 2.85 mia CHF et plus de 880 entreprises dans des secteurs très variés.
- La 2<sup>ème</sup> contribution à l'élargissement en faveur de la Roumanie s'élève à 221.44 mio CHF pour le programme 2009-2019. Le programme comprend la promotion de la croissance, le dialogue social et la réduction du chômage ; la gestion des migrations, le soutien de l'intégration et l'accroissement de la sûreté et sécurité publiques ; la protection de l'environnement et du climat ; le renforcement des systèmes sociaux, enfin l'engagement civique et la transparence.
- Membre de l'UE depuis 2007, la Roumanie dispose d'un marché domestique important, d'une industrie diversifiée et compétitive notamment dans le domaine IT, d'un fort potentiel agricole et touristique et d'énergies renouvelables développées.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Roumanie	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	237'500	41'290
Monnaie	Leu roumain (RON)	Franc suisse (CHF)
Taux de change ( <a href="#">au 08.05.2023</a> )	5.01 RON →	1 CHF
Population	19.4 (-0.6%)	8.5 Mio. (+0.8%)
Nombre de Suisses en Roumanie	634 ( <a href="#">OFS</a> , 12.2022)	--
Nombre de Roumains en Suisse	--	30'592 ( <a href="#">SEM</a> , 12.2022)

## 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Roumanie	Suisse
<a href="#">Global Competitiveness IMD (2022)</a>	51/63	2/63
<a href="#">Index of Economic Freedom (2023)</a>	53/180 (-10)	2/180 (≡)
<a href="#">Corruption Perception Index (2022)</a>	63/180 (+1)	7/180 (-2)
<a href="#">Digital Economy&amp;Society Index DESI</a>	27/27 (≡)	Non classée
<a href="#">Human Development Index (2021)</a>	53/191 (≡)	1/191 (≡)
<a href="#">Global Innovation Index (2022)</a>	49/132 (-1)	1/132 (≡)

## 1.3 Composition du gouvernement

Président	Klaus Werner IOHANNIS	(depuis 21.12.2014)
Premier Ministre	Marcel CIOLACU	(depuis 15.06.2023)
Finances	Marcel BOLOS	(depuis 15.06.2023)
Investissements et Projets européens	Adrian CĂCIU	(depuis 15.06.2023)
Economie, Entreprenariat et Tourisme	Radu OPREA	(depuis 15.06.2023)
Affaires Etrangères	Luminita ODOBESCU	(depuis 15.06.2023)
Energie	Sebastian BURDUJA	(depuis 15.06.2023)
Environnement, Eaux et Forêts	Mircea FECHET	(depuis 15.06.2023)
Agriculture & Développement rural	Florin BARBU	(depuis 15.06.2023)
Recherche, Innovation et Digitalisation	Bogdan IVAN	(depuis 15.06.2023)
Gouverneur de la Banque centrale	Mugur ISARESCU	(depuis 28.12.2000)

Prochaines élections parlementaires / présidentielles	2024
---	------

<sup>1</sup> Sources : DFAE- <http://www.gov.ro> - Amba suisse Bucarest /mandats président & parlement: 4 ans

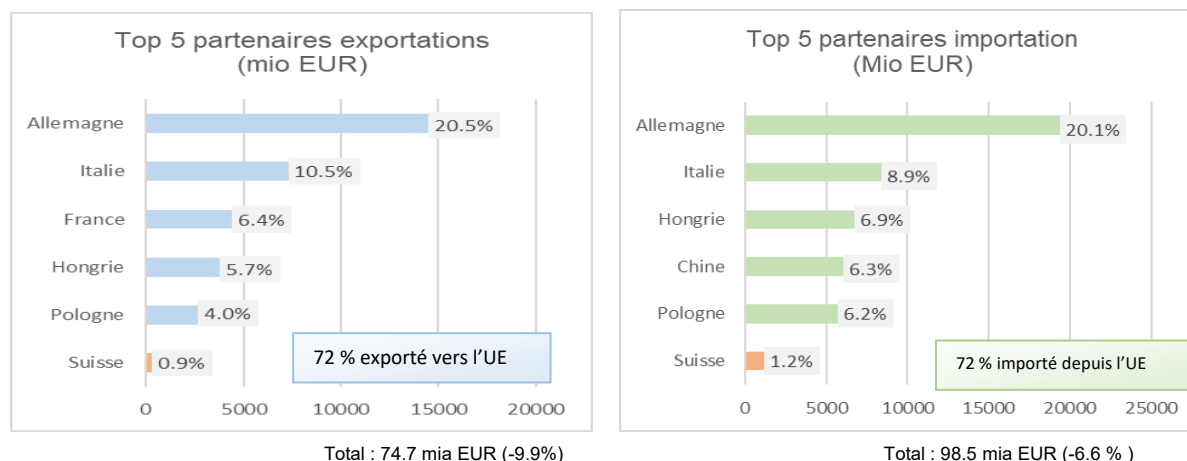
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

## 2. Statistiques économiques

### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

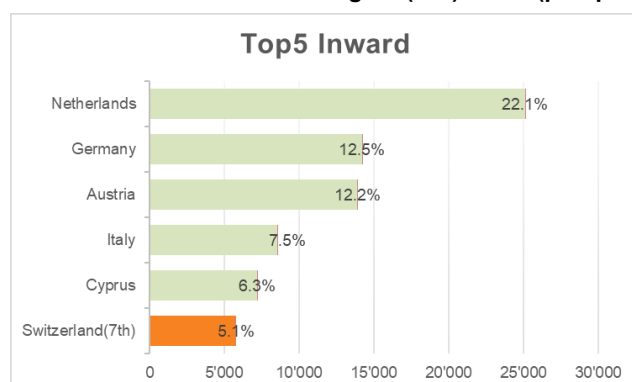
Roumanie	2021	2022	2023	2024	Suisse
					2022
<b>Croissance du PIB (%)</b>	5.9	4.8	2.4	3.7	2.1
<b>PIB (USD Mia)</b>	285.6	301.8	348.9	376.7	807.2
<b>PIB/habitant (USD)</b>	14'874	15'851	18'530	20'175	92'767
<b>Inflation (%)</b>	5.0	13.8	10.5	5.8	1.6
<b>Chômage (%)</b>	5.6	5.6	5.6	5.4	2.4
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-6.7	-5.8	-5.7	-5.2	0.2
<b>Dette publique (% du PIB)</b>	51.1	48.7	48.2	49.3	36.1
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	-7.2	-9.3	-7.9	-7.7	9.8

### Commerce extérieur de la Roumanie en 2021<sup>4</sup> - marchandises (perspective roumaine)



En 2021, les exportations roumaines de services se sont élevées à 26.7 mia € et les importations à 17.5 mia €.

### Investissements directs étrangers (FDI) 2021<sup>5</sup> (perspective roumaine)



#### Commentaire

Avec 5.75 mia USD, **la Suisse est le 7<sup>ème</sup> investisseur étranger** en Roumanie en 2021, sur un total de 113.5 mia USD.

Concentrés en large majorité dans la région de Bucarest et du Nord Ouest, ils sont répartis d'abord dans l'industrie (41%), les services financiers (20.5%), la construction-immobilier (12.6 %), le commerce (12.4%) et les IT-télécom (6.7%).

<sup>3</sup> Sources : IMF World Economic Outlook database Avril 2023 \*SECO : Tendances conjoncturelles

\* Source : SECO, Situation économique

<sup>4</sup> Source: Rapport économique de l'ambassade suisse à Bucarest - INSSEE & EIU - statistiques 2022 seulement partiellement disponibles

<sup>5</sup> Source : Coordinated Direct Investment Survey (CDIS) IMF

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie

Entre 2007 et 2019, un quart des 25-40 ans avait quitté le pays, créant des pénuries de main d'œuvre dans les centres urbains. Ceci s'explique par une combinaison entre taux de fertilité faible, population vieillissante, agriculteurs partis en retraite et émigration<sup>7</sup>. Le secteur primaire occupe 14 % de la population active en 2021 contre 23 % en 2016<sup>8</sup> ; en 2021, il compte pour 4 % du PIB. Les services (hôtellerie, restauration, commerce, services publics, etc.) occupent 48 % de l'emploi en 2021, dont 18% dans les services publics et ils participent à hauteur de 58% du PIB. Le secteur manufacturier occupe 27.8% de la population active contre 29.1 % en 2016 ; il représente 38% du PIB en 2021. La situation de l'emploi reste très contrastée selon les régions et l'économie informelle reste élevée (28%). Les carences en formation, soins de santé et de transport menacent la croissance.

#### 3.2 Politique économique

Entre 2015 et 2019, Cinq gouvernements successifs ont mené une politique budgétaire expansionniste, stimulant la consommation avec de fortes augmentations de salaires - supérieures à l'amélioration de la productivité - et de réduction des taxes et des impôts. Cette situation était peu propice pour mener les réformes structurelles nécessaires pour enrayer la dégradation du climat d'affaires - dont l'assujettissement de la justice et l'émigration de personnes qualifiées - et procéder aux investissements nécessaires dans les secteurs de la formation, de la santé, des infrastructures routières et du développement des régions périphériques. Dès son accession au pouvoir à la fin 2019, le gouvernement libéral a amorcé une consolidation fiscale, réduit les diminutions de taxes et ralenti l'augmentation des retraites de 40 à 14%. Avec les dépenses consécutives à la pandémie<sup>9</sup>, il n'a cependant pas pu éviter l'engagement d'une procédure de *déficit excessif* de la Commission européenne. Soucieux de préserver l'équilibre budgétaire, il a déjà réussi à emprunter sur les marchés internationaux et lancé à partir de 2022, des investissements publics dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'innovation et la digitalisation<sup>10</sup>.

La Roumanie bénéficie en outre d'un Plan de redressement (**PNRR**) issu du « Mécanisme européen de redressement et de résilience ». En sus, la Roumanie profitera de 4 mia € de l'instrument UE pour atténuer les risques de chômage en situation d'urgence SURE. Le Plan prévoit au total 29.18 mia €, et il est assorti de conditions d'assainissement du budget. Ainsi la Roumanie a modifié le Code fiscal pour la dernière fois en juillet 2023 : il s'est agi d'accroître la TVA dans de nombreux secteurs et d'imposer diverses taxes additionnelles, pour un total visant 445 mio € en 2022 et 2.67 mia € en 2023.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le 1<sup>er</sup> juillet 2022, un paquet de mesures de soutien d'un montant de 1.1 mia € a été décrété pour soutenir les entreprises et citoyens en difficulté, via le report de crédits bancaires, des aides aux retraités touchant une pension inférieure à 400€ et comprend des mesures pour améliorer la situation budgétaire et l'absorption des fonds UE.

A partir de l'automne 2021, le gouvernement a *plafonné les prix de l'énergie*, une mesure prolongée jusqu'à mars 2023. Pour le transport des marchandises ukrainiennes, en particulier les céréales, le port de Constanta est devenu un port clé ; il doit cependant faire face à d'importantes congestions mettant en évidence la nécessité d'investir dans les infrastructures ferroviaires du port. La Roumanie dépend du gaz russe pour 20% de sa consommation via la

<sup>6</sup> Sources : IMF, EIU et Rapports économiques de l'ambassade suisse à Bucarest

<sup>7</sup> Selon les Nations Unies, 3.4 millions de Roumains ou 17 % du total de la population vivent à l'étranger.

<sup>8</sup> A partir de 2021, les statistiques roumaines ont exclu de cette statistique de l'emploi les personnes produisant exclusivement des biens agricoles.

<sup>9</sup> Tranches successives de 1.6 mia € puis 640 mio € pour aider les entreprises, 700 mio € pour la santé, avant le creusement du déficit public avec l'accroissement des retraites de 14% pour 1.5 mia €. En 2020, 1 mia € a été alloué à l'équivalent de nos RHT (en Roumanie, 75% du salaire).

<sup>10</sup> L'Index UE [Digital Economy and Society Index \(DESI\)](#) 2020 place la Roumanie en 26<sup>ème</sup> sur 28.

Bulgarie et la Hongrie. La part des produits pétroliers russes dans la consommation totale représente 25%. En conséquence, le gouvernement doit identifier des solutions. En mai 2022, une entreprise américaine a démarré l'extraction gazière *offshore* en Mer noire – représentant à terme 10% de la consommation nationale.

### 3.3 Conjoncture économique

En 2020, la contraction de la **croissance** a été de -3.9%. En 2021, grâce à la demande domestique, aux investissements et à la production agricole, elle a connu un rebond à 5.9%, toutefois freiné par l'accroissement des prix de l'énergie. Suite aux ruptures des chaînes d'approvisionnement, à l'accroissement des prix de l'énergie et à la guerre en Ukraine, alors que résistent la consommation et les investissements, la croissance en 2022 est estimée à 4.7% et à 3.2% pour 2023, enfin 3.5% pour 2024 selon l'Union Européenne. Ces chiffres pourraient être revus à la baisse fonction des retards dans la mise en œuvre du PNRR et donc des investissements.

**L'inflation** avait déjà fortement augmenté en décembre 2021, touchant de nombreux biens et services de base, et a continué à s'accroître en 2022 pour atteindre 13.8 %, avant l'amorce d'une réduction projetée à 10.5% pour 2023.

Le **déficit budgétaire** a plus que doublé en 2020 (-9.6% ou 20 mia €) atteignant 9.8% PIB, avant une réduction à -6.7% en 2021 et -5.8% en 2022. La Roumanie continue de se trouver *en procédure de déficit excessif*, alors que son **endettement public** reste à seulement 50%.

Le **chômage** qui avait augmenté en 2020, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, devrait rester stable à 5.5% entre en 2022-2023.

#### Principaux défis

- Les réformes structurelles stimulant la *compétitivité*, une *réorientation des dépenses dans le domaine de la formation, de la réduction des disparités du marché du travail et des infrastructures*. C'est en effet la saturation de ces capacités qui entrave l'accroissement supérieur de la consommation mais aussi de la compétitivité des exportations, et donc de la croissance.
- *L'absorption des fonds UE (75% des fonds UE à fin 2022, 25% à dépenser à fin 2023)* s'est améliorée mais reste un défi au vu de la taille des fonds UE à venir (PRR 30 mia € et fonds UE 2021-2027 45 mia €). Ces apports permettent d'accroître les investissements nécessaires pour une augmentation des exportations à long terme, de *pallier les importantes carences en infrastructures, et de réduire de sévères disparités régionales*. Cette amélioration est également cruciale dans le contexte du Plan de relance et de résilience UE (PRR) qui doit accélérer la transition verte et numérique, ainsi que la résilience économique et sociale.

### 3.4 Appartenance à des organisations internationales (non exhaustif)

Organisation internationales	<a href="#">UNO</a> (1955),
	<a href="#">WTO</a> (1995),
	<a href="#">IMF</a> (1972), <a href="#">Weltbank</a> (1972)
Organisations régionales	<p><b>Union Européenne:</b> Adhésion le 1.01.2007<sup>11</sup> La <a href="#">Roumanie</a> ne remplit aucun des critères d'adoption de l'euro en 2020. Elle pourrait intégrer l'<b>Espace Schengen encore en 2023</b> (mais veto AT). Depuis juillet 2023, elle n'est plus soumise au <a href="#">Mécanisme de Coopération et de Surveillance</a> (MCS), mais au « Rule of Law Report ». L'adoption de l'<b>euro</b> a été repoussée à 2029 par le Ministre des Finances.</p> <p>Des <a href="#">Fonds structurels et d'investissement UE</a> ont été alloués à la Roumanie entre 2021-2027 pour un montant de 45 mia €<sup>12</sup>.</p> <p>Au titre du <a href="#">Plan de relance et de résilience</a> PRR, la Roumanie doit toucher des subventions de 14.2 mia € et des prêts de 14.9 mia € jusqu'en 2026.</p> <p>En 2019, la Commission UE avait lancé à l'encontre de l'UE une <b>procédure de déficit excessif</b> (le déficit budgétaire s'élevait à 3.8% PIB en 2019). En 2020, ce déficit s'est élevé à 9.2% PIB. La Commission a donc élaboré un rapport de recommandations pour étaler la réduction de ce déficit excessif jusqu'en 2024 incluant des limites à 8% PIB en 2021, 6.2% en 2022, 4.4% en 2023 et 2.9% en 2024.</p>
	<a href="#">ECE/UNO</a> (Wirtschaftskommission der UNO für Europa)
	<a href="#">OSCE</a> (1973), <a href="#">Europarat</a> (1993), <a href="#">Organisation de coopération économique de la Mer Noire</a>
	Partenariats privilégiés <sup>13</sup> avec la GB et les USA.
	<p><a href="#">OCDE</a> : le 25 janvier 2022, le Conseil de l'OCDE a adopté une résolution visant à ouvrir des négociations avec l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et la Roumanie. 24.07.2023 : PM M. Ciolacu préside Comité national pour l'adhésion à l'OCDE réunissant toutes autorités impliquées. La Roumanie a déposé l'instrument de ratification de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.</p>

<sup>11</sup> Présidence Conseil UE au I<sup>er</sup> semestre 2019 /Selon divers rapports, peu de chances de sortir du *Mécanisme de coopération et de vérification* avant 2022, notamment en raison du problème d'indépendance de la Justice.

<sup>12</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_22\\_4662](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_4662)

<sup>13</sup> L'adoption d'une modification de la loi sur les marchés publics en avril 2021 a entraîné l'exclusion de Huawei, alors que les négociations avec China General Nuclear Power étaient interrompues.

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accords bilatéraux Suisse-UE</a>	Modernisation	01.01.2007 <sup>14</sup>
<a href="#">Convention en vue d'éviter les doubles impositions</a>	En vigueur	27.12.1994
<a href="#">Accord de protection et de promotion des investissements</a>	En vigueur	30.07.1994

Commentaire

*ALE CH-UE* Le 8 février 2009, le peuple suisse accepte, par plus de 59% de oui, la [reconduction des accords bilatéraux](#) et à l'extension de ces accords à la Bulgarie et à la Roumanie. A partir du 1er mai 2011, les ressortissants des 8 pays de l'Europe de l'Est ayant adhéré à l'Union européenne en 2008 ne sont également plus soumis aux quotas de permis ni à la préférence nationale pour le recrutement.

### 4.2 Présence institutionnelle

En Roumanie:

- [Chamber of Commerce Switzerland-Romania CCE-R](#)  
Gentiana Avrigeanu, Executive Director: [+40 21 212 27 07](#) / [ccer@ccer.ro](mailto:ccer@ccer.ro)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise S-GE](#)  
Ms Katalin Dreher Hajnal: [KDreher@s-ge.com](mailto:KDreher@s-ge.com) : Phone +41 44 365 52 83
- [Chamber of Commerce Switzerland - Central Europe SEC](#)  
Mr Oliver Bertschinger : [o.bertschinger@gmail.com](mailto:o.bertschinger@gmail.com) : Phone +41 44 291 94 01

<sup>14</sup> 8 février 2009 : le peuple suisse accepte, par plus de 59% de oui, la reconduction des accords bilatéraux et à l'extension de ces accords à la Bulgarie et à la Roumanie. A partir du 1er mai 2011, les ressortissants des 8 pays de l'Europe de l'Est ayant adhéré à l'Union européenne en 2008 ne sont également plus soumis aux quotas de permis ni à la préférence nationale pour le recrutement

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises 2022 (perspective suisse)<sup>15</sup>



**2.75 Mrd.**  
Commerce (CHF),  
Total 2

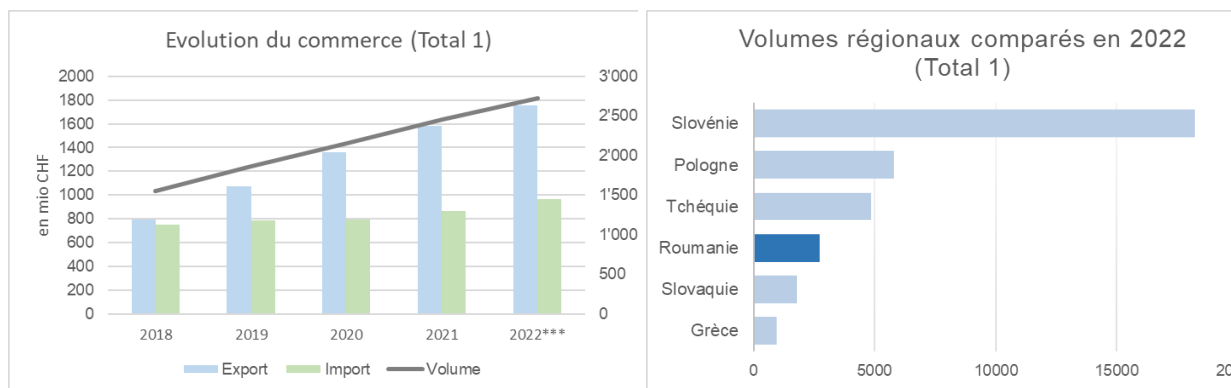


**0.4%**  
Part Mondiale,  
Total 2



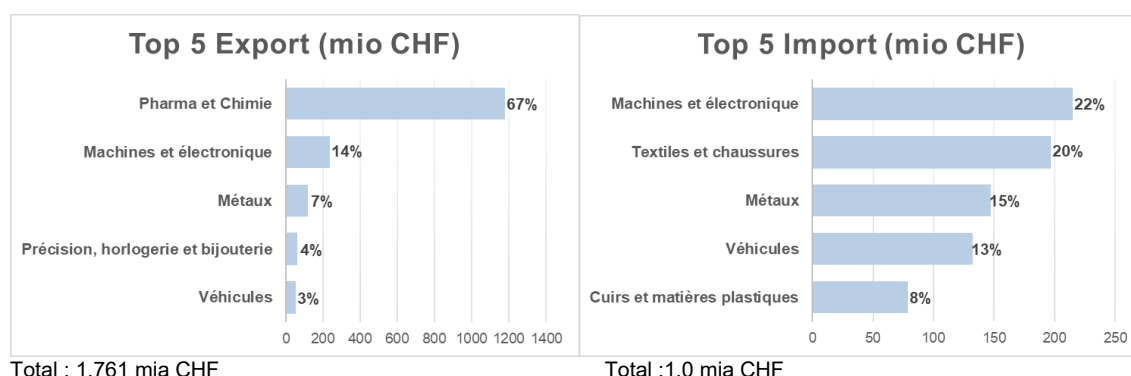
**Nr.38**  
Partenaire commercial,  
Total 2

#### Evolution du commerce bilatéral des marchandises



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2017</b>	773	10.9	643	8.4	130	1'416	9.7
<b>2018</b>	794	2.7	752	16.9	42	1'546	9.2
<b>2019</b>	1'076	36	783	4.1	293	1'859	20.2
<b>2020</b>	1'364	26.8	792	1.1	572	2'156	16
<b>2021</b>	1'584	16.2	866	9.3	719	2'450	13.6
<b>2022</b>	1'755	10.7	966	11.6	788	2'721	11.1
<b>2022 (T2)</b>	1'761	10.9	1'000	12.4	761	2'751	11.4
<b>2023(I-VII)</b>	962	-10.0	614	12.9	347	1'576	-2.3


#### Composition du commerce bilatéral (2022, Total 2)




<sup>15</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces. // \*\*\*Chiffres provisoires jusqu'en mai de chaque année



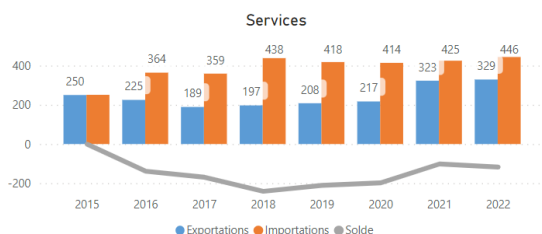
#### 4.4. Commerce bilatéral des services (2022)

 **774.6 Mio.**  
Commerce (CHF)

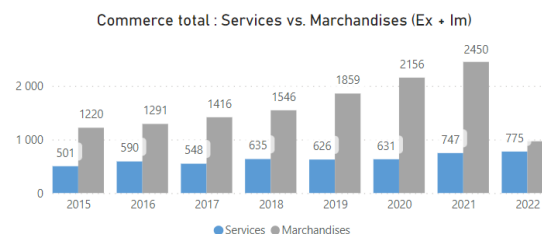
 **0,3%**  
Part au commerce mondial

 **N° 36**  
Partenaire commercial

 **6,44%**  
Croissance annuelle (2015-2022)



Source: BNS, 17/04/2023

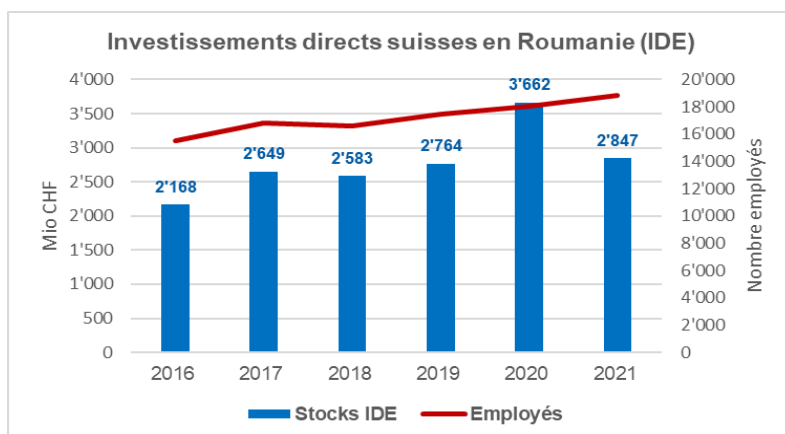


Sources: BNS, 17/04/2023 / OFDF, 12/06/2023

(Mio. CHF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Croissance annuelle	Croissance totale
<b>Exportations</b>	250	225	189	197	208	217	323	329	3.98%	31.4%
<b>Importations</b>	251	364	359	438	418	414	425	446	8.59%	78.0%
<b>Commerce total</b>	501	590	548	635	626	631	747	775	6.44%	54.7%

Selon la [Banque Nationale Suisse](#), en 2022, le volume des **échanges de services** avec la Roumanie a atteint **775 mio CHF**, contre 747 mio CHF en 2021 (+4%).

#### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>16</sup>



#### Commentaires

La BNS indique un total de capital stock suisse en Roumanie à fin **2021 de 2.85 mia CHF** contre 3.67 mia CHF pour 2020 (-22.3%), correspondant à des effectifs employés de 18'841 (+4.2%)<sup>17</sup>.

Située en bordure de la Mer Noire, avec sa proximité, son appartenance à l'UE, un large marché domestique et une industrie diversifiée, la Roumanie est une **destination attractive pour les investisseurs étrangers**. Les privatisations et les grands projets d'infrastructures à venir devraient fournir de nouvelles et intéressantes opportunités.

En 2020, la Chambre de Commerce Suisse-Roumanie fait état de **879 entreprises** dont les actionnaires sont suisses. Le premier investisseur est Holcim, suivi par Roche, Nestlé, Jean Valvis Holding, Novartis, Swisspor, Rieker, Angst+Pfister, Heidi Chocolats et Carpatair. Dans le domaine de l'énergie, Repower, Axpo sont actives dans le domaine de la distribution. Plus récemment, les terres agricoles roumaines attirent des paysans suisses. En mai 2022, Clariant a démarré une production de bioéthanol, un carburant issu de la paille qui sera fournie par au moins 300 agriculteurs locaux.

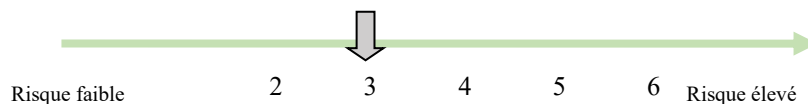
<sup>16</sup> [Banque Nationale Suisse](#), [Bundesamt für Statistik](#)

<sup>17</sup> Données opérationnelles sur les filiales résidentes d'entreprises non résidentes

Il faut noter cependant qu'en 2022, les entreprises suisses sont fortement préoccupées par les **augmentations des prix de l'énergie**, les mesures de protection du gouvernement ne s'adressant qu'aux ménages. De même, les prix du bois sont 30% plus élevés que dans les pays voisins.

S'agissant des **investissements roumains en Suisse**, aucune information chiffrée n'est disponible. En 2016, Tudor Scan Tech (systèmes de sécurité intégrés, dont scanners d'avions) est venu s'installer à Saint-Imier.

#### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>18</sup>



La SERV n'offre pas de couverture du risque pour des contrats à court-terme aux pays de l'Union Européenne. Par contre, elle couvre les risques à moyen et long terme sous réserve de certaines conditions.

#### 4.7 Contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE

Dans le cadre de la contribution à l'élargissement pour les 13 Etats membres ayant adhéré à l'Union européenne (UE) depuis 2004 (CHF 1,302 milliard), la Suisse a mis à la disposition de la Roumanie **CHF 181 millions** pour le programme de coopération bilatérale et la période 2009-2019. Suite à la décision du Parlement du 7.12.2009, l'accord-cadre correspondant a été signé entre la Suisse et la Roumanie le 7.9.2010.

Le programme global s'est orienté vers cinq objectifs :

- Promouvoir la croissance économique et améliorer les conditions de travail (32 %).
- Augmenter la sécurité sociale (13 %)
- Protéger l'environnement (30 %)
- Augmenter la sécurité publique (11 %)
- Renforcer la société civile (12 %)

Sur les 19 projets et 7 fonds thématiques approuvés jusqu'en décembre 2014, 17 projets et tous les fonds thématiques ont été clôturés en décembre 2019 ; deux projets n'ont pas été mis en œuvre. Les objectifs des projets définis initialement ont été majoritairement atteints et parfois même dépassés.

Le 30 septembre 2021, le Parlement a approuvé une deuxième contribution suisse en faveur de certains États membres de l'UE - sous la forme de deux crédits-cadres, Cohésion (CHF 1.102 milliard au total, **dont CHF 221.44 millions pour la Roumanie**) et Migration (CHF 190 millions au total). Cette contribution vise à utiliser l'expertise suisse pour contribuer à réduire les disparités économiques et sociales et à mieux gérer les flux migratoires dans certains États membres de l'UE. Le 12 décembre 2022, la Suisse et la Roumanie ont signé l'accord-cadre bilatéral établissant le programme de coopération Suisse-Roumanie dans le cadre de la deuxième contribution suisse. L'accord-cadre est formellement entré en vigueur le 14 février 2022. Des préparatifs sont actuellement en cours pour la mise en œuvre du programme dans les domaines suivants :

- promouvoir la croissance économique et le dialogue social ainsi qu'à réduire le chômage (des jeunes) (31 %);
- gérer les migrations et soutenir l'intégration; accroître la sûreté et la sécurité publiques (14 %);
- protéger l'environnement et le climat (31 %);
- renforcer les systèmes sociaux (14 %);
- favoriser l'engagement civique et la transparence (8 %)
- support technique (2 %)

Plus d'informations sont disponibles sur [www.erweiterungsbeitrag.admin.ch](http://www.erweiterungsbeitrag.admin.ch).

<sup>18</sup> [Schweizerische Exportrisikoversicherung](http://www.schweizerische-exportrisikoversicherung.ch)

## 4.8 Dernières visites

2022 (3.11)	Visite de travail du Président de la Confédération Ignacio Cassis à Bucarest – <b>signature de la 2<sup>ème</sup> contribution à l'élargissement de la Suisse</b>
2021 (9.09)	Visite officielle Président Klaus Johannis auprès du <b>PC Guy Parmelin</b> à Berne
2020 (26.10)	Entretien téléphonique entre PCSO et le Président roumain, Klaus Iohannis
2019 (14-16.05)	: SE Hirayama 7 <sup>ème</sup> réunion ASEM ministres de l'éducation à Bucarest
2019 (15.04)	CF A. Berset - Ministres UE de la santé à Bucarest
2019 (7.02)	CF KKS au Conseil informel JAI sous présidence roumaine
2019 (24.01)	PC U. Maurer – VPM Ana Birchal (WEF)
2018 (1.11)	PC AB en Roumanie – Président K. Johannis / PM V. Dăncilă
2018 (18-20.09)	Mission économique <b>SE M.-G. Ineichen-Fleisch</b> – Ministre Commerce et Entrepreneuriat St.R. Oprea / Ministre de l'Economie D. Andreescu / SE Affaires européennes au Ministère des Finances publiques M. Mandres
2018 (10.09)	10.09 : CF I. Cassis – MAE T. Melescanu / - PM V. Dăncilă, en Roumanie
2018 (13.04)	Mauro Moruzzi du SEFRI – Ministre de la Recherche et de l'Innovation, Nicolae Burnete
2018 (20.09)	<b>PC JSA</b> - PM Ciolos en marge de l'AG des Nations Unies à New York 8-10.05 : Présidente du CN Markwalder à Bucarest (Annual meeting de la conférence sur la contribution suisse à l'élargissement)
2018 (16.09)	<b>SE Dell'Ambrogio</b> - Ministre de l'Education Sorin Cîmpeanu, Bucarest /visite du centre de gestion lazer à Bucarest
2018 (7.11)	CF D. Burkhalter - MAE Titus Corlatean, Berne
2018 (4.11)	<b>CF JSA</b> - Ministre de l'Agriculture Daniel Constantin, Berne
2016 (30.06-1.07)	30.06-1.07 : PC CR - Président Basescu et PM Boc, Bucarest
2013 (07.09)	7.09.2010. <b>Signature de la 1<sup>ère</sup> contribution à l'élargissement : PC Leuthard</b> / CF Calmy-Rey - MAE T. Baconschi
2010	<b>CF Leuthard</b> - Ministre de l'Economie et des Finances V. Vosganian, Eurofoot 2008
2009	<b>CF Doris Leuthard</b> à Bucarest - Ministres Economie & Finances Vosganian / Travaux Publics L.Borbely / Commerce et PME, O.Silaghi / ONG Roms (CRISS)